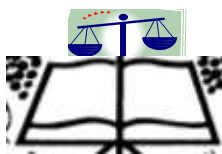


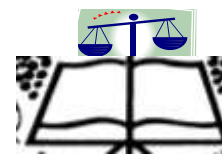
ACTIONS DES CHRETIENS POUR LA PROMOTION DE LA PAIX ET DU DEVELOPPEMENT



« ACPD- CAPD » GOMA

E-mail: e.muhima@yahoo.fr , acpd20007@gmail.com

lmuhima@ymail.com



Tél. : 00243 997 671 655, 00243 853 336 828, 00243823708256

GOMA NORD- KIVU

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

COMMUNIQUE DE PRESSE No 02/ACPD-GL/ E / 2012

RD CONGO : “ LA SITUATION SECURITAIRE EST INQUIETANTE EN PROVINCE DU NORD KIVU “.

Goma, Le 16 avril 2012, l'ONG Actions des Chrétiens pour la promotion de la Paix et du Développement – Grands Lacs « **ACPD-GL** », basée à Goma, est préoccupée par la détérioration du tissu sécuritaire en Province du Nord Kivu en RD Congo par les faits suivants :

1-Le surnombre des acteurs

2-Les différentes opérations

3-Les défections constatées au sein des FARDC

1-La situation sécuritaire devient inquiétante par le surnombre des acteurs que l'on peut retrouver d'une part parmi les porteurs d'armes légaux dont les militaires et les policiers mais aussi parmi les porteurs illégaux dont les groupes armés et les civils : bandits, démobilisés et braconniers et d'autre part, la prolifération des groupes armés qui constitue une autre cause de l'insécurité en Province du Nord Kivu.

Les données ci-dessous de nos rapports de 2011 en reflètent la réalité :

VILLE / TERRITOIRE	FAITS			AUTEURS		
	ARMES	NON ARMES	AUTRES	ARMES	NON ARMES	AUTRES
BENI	75	32	8	81	9	1
GOMA	64	18	21	64	25	2
LUBERO	91	29	11	102	11	2
MASISI	79	16	7	70	9	2
RUTSHURU	153	22	10	171	18	1
WALIKALE	37	2	2	35	-	1
TOTAL GENERAL	499	119	57	523	72	9

Certaines causes sont à la base de cet activisme et prolifération des acteurs et des groupes armés au Nord Kivu. C'est notamment :

- Les mécontentements manifestes de certains chefs militaires des groupes armés car après la nouvelle configuration militaire, plusieurs postes de commandement sont attribués aux seuls combattants issus du CNDP,
- Le clivage politique militaire ethnico-tribal, d'où certains groupes armés sont entretenus par des politiciens qui se trouvent même dans le gouvernement Central pour leur cause et qui les ravitaillent en armes,
- Le détournement de la solde par certains commandants militaires et cela en toute impunité,
- La prolifération des armes légères et de petit calibre,
- La corruption pour accéder à un poste militaire immérité : autant d'officiers sans avoir un background adéquat : on assiste à des grades sans fonction, ceci doit créer une grogne au sein d'une même armée,
- Les conflits fonciers dans les territoires de Masisi et Lubero opposant les agriculteurs et les éleveurs,
- La disparité dans le traitement de certains soldats même plus haut gradés quand d'autres sont traités de manière bourgeois fait à ce qu'il y ait défection au sein des FARDC et ceux-ci vont se rallier à d'autres groupes armés pour leur positionnement.

2 - Afin de mettre fin ou atténuer la fréquence et le taux élevé des groupes armés tant nationaux qu'étrangers et pour instaurer l'autorité de l'État, bien des opérations ont été menées mais ont connu un échec et leur issue n'a fait qu'empirer la situation pour des raisons ci-après :

- la non maîtrise des milieux par les soldats FARDC engagés dans ces opérations et pourtant bien maîtrisés par les groupes armés,
- les termes des opérations et l'agenda n'étaient pas clairement définis,
- le recours à certains soldats étrangers, ce qui met en cause la capacité d'action de l'armée nationale,
- la corruption avérée de certains commandants militaires lors des différentes opérations,
- la perfidie utilisée par des groupes armés du fait de s'être habitués avec les populations locales,
- l'expérience des groupes armés à la guérilla.
- La complicité de certaines populations : cet état fait à ce que les groupes armés trouvent un rempart aussi fiable et cause un échec dans le déroulement des opérations.

3- Au début de l'année 2012, on a assisté à des défections au sein des FARDC dont les raisons demeurent jusque-là inconnues. Autant des questions méritent d'être posées, si l'on considère le rang et la provenance de tous ces officiers :

NOM	PERIODE	LIEU	ANCIEN GROUPE
Colonel Albert KHASHA	Janvier 2012	BENI	MUDUNDU 40
Colonel Séraphin MIRINDI	Janvier 2012	GOMA	CNDP
Colonel GAHINAMA (KAHINA)	Avril 2012	RUTSHURU	CNDP
Colonel NDAYISABA	Avril 2012	RUTSHURU	CNDP
Colonel MUHIRE	Avril 2012	RUTSHURU	CNDP
Colonel MUTONI	Avril 2012	MASISI	CNDP
Colonel NTAMBWE	Avril 2012	MASISI	CNDP
Colonel NZABANITA	Avril 2012	MASISI	CNDP
Colonel Bernard BYAMUNGU	Avril 2012	SUD KIVU	CNDP
Colonel Samuel NSABIMANA	Avril 2012	SUD KIVU	CNDP
Colonel SADDAM RINGO	Avril 2012	SUD KIVU	CNDP
Lt Colonel Toussaint MUHINDO	Avril 2012	SUD KIVU	CNDP
Lt Colonel NGABO	Avril 2012	SUD KIVU	CNDP
Colonel Baudouin NGARUYE	Avril 2012	SUD KIVU	CNDP
Colonel MUTONI	Avril 2012	NORD KIVU	CNDP
Colonel Innocent ZIMULINDA	Avril 2012	NORD KIVU	CNDP

NB :- Dans cette liste, nous ne reprenons que les officiers supérieurs hormis les Majors et les autres,

- Parmi ces officiers, il y a ceux qui sont déjà appréhendés et remis à la justice militaire. C'est le cas des Colonels Bernard BYAMUNGU, Samuel NSABIMANA et du Lt Colonel Toussaint MUHINDO.

- Certains soldats FARDC ayant fait défection à Nyongera en territoire de RUTSHURU sont détenus à la Brigade de l'Etat-Major de MBARARA en Ouganda. Il s'agit des Majors Prince KARANGWA et WERA KAMANZI, du Capitaine BYIRINGIRO KAPASI, des Sous Lieutenants Innocent BIZIMANA et ASIMWE KOLEBO, de l'Adjudant DUKUNDA Janvier, du Sergent Major MUNYAZIKUYE Vérité et des Sergents HABARUREMA Barajimana et HABARUREMA Balthazar.

Donc, le respect des accords en octroyant des grades même de haut rang à des officiers militaires ne constitue pas encore une solution au problème de l'insécurité qui prévaut dans la Province. Quoi de plus déplorable quand des officiers de haut rang font une défection ! Il y a de quoi s'interroger sur ces défections car elles constituent une remise en cause. Il convient d'en donner certaines raisons:

- La corruption avérée et l'ingérence politique sont des problèmes majeurs. Tout accusé ayant de l'argent ou de bons contacts peut échapper sans trop de peine à la justice. La corruption touche l'ensemble de l'appareil judiciaire: la police se fait payer pour arrêter ou libérer des auteurs présumés; des juges monnaient leurs jugements; et les greffiers et d'autres agents réclament de l'argent pour exécuter les décisions de justice.
- La persistance de l'impunité pour les hauts responsables militaires : Malgré ces avancées limitées, l'impunité demeure la règle pour les hauts responsables. La raison n'en est pas tant le manque de moyens et les obstacles institutionnels

auxquels se heurte le Gouvernement, qui ont été évoqués plus haut, que l'absence de volonté politique d'enquêter sur les officiers supérieurs accusés de violations graves et de les arrêter ou de les poursuivre.

- Le manque de réforme dans le secteur militaire de la part du Gouvernement Central.
- L'incapacité de l'État d'étendre son pouvoir d'action sur l'ensemble du pays.
- La dépendance de certains soldats non du commandement militaire mais se considèrent dépendre de leur groupe armé ou encore de leur ethnie, c'est puisqu'ils le sont de bonne foi. Tenant compte de l'état de la configuration actuelle de nos forces armées et de la prolifération des groupes armés, l'on assisterait toujours à des cas similaires et le pays ne ferait que retourner à la case départ. Et d'ailleurs, c'est peut être l'une des causes que l'on enregistre des défections au sein des FARDC.

Cet acte de défection massive et de prolifération des groupes armés n'a pas de fondement juridique. Son existence dans l'armée nationale prouve la faiblesse de l'État. Les autorités qui interviennent dans la gestion, l'administration, l'éducation et la surveillance de la conduite armée ainsi que les modes d'action sont déterminées dans le Code militaire et les lois nationales.

Ces défections engendrent des conséquences désastreuses entre autres :

1- la fragilité manifeste et des fissures observées au sein de l'armée nationale :

Cette fragilité démontre le manque de solidité entre les soldats FARDC qui sont appelés à une mission régalienne de défendre l'intégrité du territoire nationale et de protéger le peuple et ses biens. Ces défections dont il est question prouvent à suffisance cette fragilité.

Par contre les fissures observées sont un manque de confiance des uns envers les autres, l'insatisfaction d'une catégorie des militaires, la partialité envers les uns au détriment des autres et qui se regardent en chiens de faïence. Lors des défections, les soldats jadis d'une même armée se sont retournés le canon.

2- le renforcement de l'activisme des groupes armés :

Avec les défections observées, au moins dix groupes armés font irruption. Et plusieurs positions jadis occupées par les FARDC, sont maintenant contrôlées par des groupes armés.

En territoire de MASISI :

- Axe Kinyumba-Lukweti-Pinga et Bushenge par les combattants APCLS
- Axe Kivuye-Nyange-Bibwe-Mpati par les combattants APCLS et FDLR.

En territoire de RUTSHURU :

- Pillage à grande échelle des véhicules et attaque armé des paisibles citoyens.

En territoire de WALIKALE :

- Axe Kibua-Kasuka-Binyampuri par les combattants NDC et FDC.

3- des déplacements massifs des populations :

En territoire de WALIKALE :

- Plus de 500 ménages sont concentrés autour du camp de la MONUSCO basé à KIMUA
- Plus de 18.000 personnes sont en déplacement vers le Chef lieu du territoire en provenance du Groupement IHANA quand les combattants NDC et FDC occupent plus de 9 Villages.

En territoire de MASISI :

Sur l'axe Bibwe-Nyange-Mpati, plus de 4.500 familles sont en errance suite à la récupération de ces contrées par les combattants APCLS et FDLR.

4- des pertes incalculables en vies humaines :

Lors de la dégradation de la sécurité et par des affrontements, les pertes en vies humaines sont sans nombre de la part des civils que des militaires.

Pour les militaires, notons que:

- 12 soldats FARDC et 15 combattants sont tués lors es affrontements entre les combattants NDC coalisés aux combattants FDC opposés aux FRDC du 11 au 14-04-2012 dans le tronçon Kibua- Luvungi en territoire de WALIKALE,
- 6 soldats FARDC sont tombés lors des affrontements entre les mutins et les soldats restés loyaux le 08-04-2012 à Bunagana en territoire de RUTSHURU.
- 1 soldat FARDC et 2 Policiers sont tués et plusieurs blessés par balles lors de l'attaque de l'Etat-Major de la Mairie de Butembo en territoire de LUBERO.
- Le 22-04-2012, 2 colonels dont CHUMA et PILIPILI, 2 Majors et 5 soldats FARDC ont été abattus par balles par des combattants NDC entre Mera et Nsindo, Villages du territoire de WALIKALE vers 19:30,
- Le 25-04-2012 6 soldats dont 4 déserteurs et 2 loyalistes sont morts lors des affrontements opposant des soldats FARDC, les uns déserteurs aux loyalistes à Nyakajanga, bourgade située à 54 km de Goma en territoire de MASISI:

5- la garantie sécuritaire est décadente :

- En Ville de GOMA :

Le 28-02-2012 vers 12 :00 cambriolage du Magasin KOTECHA par 4 hommes armés vêtus en tenue militaire,

Le 07-03-2012 vers 07 :30 cambriolage avec assassinat d'hommes de la succursale de la BIAC à l'Office,

Le 08-04-2012 vers 08 :00 attaque du domicile du domicile Jeanne MUHOZI et son mari par des 4 hommes armés,

Le 09-04-2012 vers 16 :00 cambriolage de la coopérative CODEFI par 4 hommes armés, le jour même de l'arrivée du Président Kabila à Goma,

Le 24-04-2012 vers 16:00 tentative de cambriolage d'un véhicule de la coopérative MECRE-Virunga qui allait déposer de l'argent à la banque. Le chauffeur et un passant ont été blessés par balles.

- En territoire de RUTSHURU :

Des assassinats en répétition par des soldats et des porteurs d'armes illégaux dans différents coins du territoire ainsi que dans le Parc National des Virunga.

- **En territoire de LUBERO :**

Le 08-04-2012 attaque de l'Etat-Major de la Mairie de Butembo avec mort d'hommes par des combattants VURONDI.

6- la prolifération des armes légères et de petit calibre :

- Le 04-04-2012 : des éléments du Général Bosco Ntaganda se sont emparés du camp militaire de Rumangabo et ont emporté toutes les armes du camp lors du début des défections
- Le 04-04-2012 : le Colonel Byamungu emporte tout l'armement se trouvant dans le dépôt des munitions à Fizi où il était commandant du secteur des FARDC.
- Le 07-04-2012 : le colonel GAHIMA emporte toute la cargaison d'armes et munitions lors de sa défection, il a détruit 2 armes lourdes et incendié 2 jeeps Land Cruiser à Nyongera,
- Le 07-04-2012 : 7 camions pleins d'armes et munitions se sont dirigés vers Kitchanga en territoire de MASISI,
- Le 12-04-2012 : les combattants APCLS ont réussi à s'accaparer de toutes les armes et munitions du dépôt des FARDC à Nyabiondo en territoire de MASISI.
- D'autres armes sont récupérées lors des affrontements entre deux camps ennemis surtout les armes de ceux qui tombent pendant le combat.

C'est ainsi que l'ONG ACPD-GL :

- Exhorte le Gouvernement de la RDC de se mettre au diapason des nations modernes en se dotant des acteurs dignes et capables afin de répondre à ce rendez-vous de la modernité et ainsi atténuer la fréquence de toutes ces raisons ci haut évoquées.
- Rappelle aux autorités d'assumer leur responsabilité d'instaurer des mécanismes adéquats pour le rétablissement de la sécurité et de s'impliquer pour contrôle efficient des armes légères et des petits calibres.
- S'insurge contre la prolifération et l'activisme des groupes armés qui ne cessent de commettre des bévues à l'endroit des paisibles citoyens et qui en supportent le tribut,
- Exige une gestion rationnelle du secteur militaire par le Gouvernement en respectant les engagements pris et en demeurant dans l'impartial dans le traitement des soldats.

Dans ce cadre l'ONG ACPD-GL *recommande* :

A- Aux autorités nationales :

- Que les autorités étatiques, chacune en ce qui le concerne de lutter sans ménagement pour que la prolifération des armes légères et des petits calibres soit atténuée;
- Que la justice rende le verdict en toute impartialité et sans immixtion de qui que ce soit car la justice élève une nation ;
- Que les auteurs de l'insécurité et des violations des droits de l'homme soient traités de manière exemplaire afin de mettre fin au règne de l'impunité ;
- Que les civils porteurs illégaux d'armes soient déférés aux organes de la loi;
- Qu'il y ait un contrôle efficace des effectifs militaires, du trafic et de la circulation des armes;
- Qu'il y ait une formation adéquate du personnel de la Police d'Investigation Criminelle.

B- A la Communauté Internationale :

- Qu'elle surveille et coordonne les activités d'appui relatives à la sécurisation, à la stabilisation et au rétablissement de l'autorité de l'État,
- Qu'elle s'applique à la protection des civils dans tous les aspects,
- Qu'elle appuie les activités au rétablissement de la paix en RDC en général et en particulier dans la Province du Nord Kivu.

Goma, le 16 / 04 / 2012

Pour l'ONG ACPD

Me Edmond MUHIMA,

Directeur Général